

# ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique : Bertrand Renouvin

NUMÉRO SPÉCIAL — JUILLET-AOÛT 1977

7<sup>e</sup> ANNÉE — N° 252 — 4,00 F

# 50 millions



# de

# royalistes

NOUVELLE ACTION FRANÇAISE — 17, RUE DES PETITS-CHAMPS — 75001 PARIS

Tandis que le pouvoir trébuche et s'enlise, l'opposition semble cette fois sûre de sa victoire. Et les états-majors politiques s'apprêtent à nous faire vivre un nouvel épisode d'une

et nos idées selon les besoins du marché. Ainsi s'annonce le « meilleur des mondes », qui n'est même plus le nôtre puisque nous dépendons de plus en plus des décisions politiques de Washington, des

## éditorial

guerre civile toujours recommencée.

Alors, pour se conformer à l'esprit du temps, aux gesticulations politiciennes et à la lourde orchestration des « média », ce numéro aurait dû être comme une veillée d'armes. Mais, comme nous n'avons pas d'ennemis en France, nous avons préféré partir tranquillement à la recherche du pays profond, qui ne vit pas seulement au rythme électoral, et dont les véritables problèmes ne figurent peut-être



par bertrand renouvin

pas tous dans les programmes — communs ou non.

Ainsi notre premier soin a été de prendre la mesure d'une France qui a profondément changé. Voici qu'apparaît la France des salariés en cols blancs, tandis qu'éclate la société paysanne et que s'estompe la spécificité ouvrière. Car les classes résistent mal à une société industrielle acharnée à détruire les différences.

D'où notre angoisse, malgré le confort matériel, face à cette société qui devient insidieusement totalitaire. Voici le temps de l'homme réduit à ses fonctions de production et de consommation, manipulé dans ses désirs et dans ses pensées. Plus besoin de camps de concentration, de partis militarisés, de « fuhrer » ou de « grand timonier » : nous avons appris à vénérer le travail forcené, à orienter nos plaisirs

choix des multinationales, des opérations complexes des banques.

La résistance au totalitarisme est donc l'exigence première de notre temps. Résistance qui n'est pas fondée sur une idéologie ou sur un appareil partisan. Résistance multiforme c'est le soutien aux dissidents soviétiques, face à un pouvoir hypocrite et à une gauche trop lâche. C'est la lutte des régionalistes pour le réenracinement dans une terre et une culture. C'est le monde étudiant, souvent atone, parfois secoué de brèves révoltes, comme celle qui enflammera le printemps de Mai 1968.

Car cette secousse n'en finit pas de propager ses ondes : spontané, confus, dogmatique parfois, ce soulèvement vital est aujourd'hui à l'origine d'un passionnant renouveau de la philosophie. Et Maurice Clavel nous explique dans ce numéro comment de jeunes philosophes ont entrepris une critique radicale, non seulement du marxisme et du socialisme, mais du pouvoir moderne et du totalitarisme qu'il porte en lui.

Autant de signes annonciateurs de ruptures salutaires...

C'est dire combien, face à l'enjeu de notre siècle, le combat de la droite et de la gauche nous paraît illusoire. Car, quels que soient les discours et les programmes, MM. Giscard, Chirac, Mitterrand et Marchais consentent tous, chacun à sa manière, au monde totalitaire qui est en train de naître et au Pouvoir qui prétend le gérer.

Aussi faut-il imaginer autre chose que ce qui existe, dans la plus grande liberté, dans le respect de nos diversités et dans le souci de la communauté tout entière. Car les royalistes de la NAF ne prétendent pas apporter un dogme nouveau et des solutions toutes faites, hâtivement ficelés dans un « programme ». Mais ils souhaitent contribuer à la renaissance du débat intellectuel, à la définition d'un projet qui permette à la nation de résister aux empires, à la recherche d'une nouvelle citoyenneté permettant aux Français de reconquérir leurs pouvoirs et de vivre comme ils le désirent.

Ces refus et ces projets n'appartiennent pas en propre aux royalistes? C'est vrai. Leur originalité est ailleurs :

— Elle tient à une affirmation : il n'y aura pas de justice et de liberté véritables tant que le pouvoir politique n'aura pas reconquis une indépendance dont la monarchie héréditaire est la condition ;

— Elle tient aussi à un refus : la NAF ne veut pas le pouvoir puisque la monarchie n'est pas le parti des royalistes mais le lien possible entre tous les Français.

Un pouvoir politique indépendant. Un mouvement royaliste qui ne prétend à aucun pouvoir : telles sont les deux conditions essentielles d'une révolution antitotalitaire. Aux Français d'y réfléchir qui pourraient devenir, sans rien renier d'eux-mêmes, cinquante millions de royalistes.

Bertrand RENOUVIN



spécial - vacances

## comment la France a changé

Lorsqu'on examine les termes dans lesquels la droite et la gauche posent le débat politique, on est frappé par leur anachronisme. Comme en 1936, le PC parle de la classe ouvrière chargée d'une espérance messianique alors que ses contours s'estompent de plus en plus dans la société industrielle. Quant à la droite giscardienne — ou ce qu'il en reste — elle se cramponne à l'apologie d'une société gouvernée par les bons vieux principes libéraux du XIXe siècle, tempérés par un protectionnisme destiné à assurer aux rentiers du sol et agriculteurs une aisance confortable.

### 80 % DE SALARIÉS

Or l'analyse de la réalité française montre que ces schémas sont périmés. La droite s'adresse aux patrons, commerçants, artisans et membres des professions libérales. En 1954, ceux-ci représentaient encore 36 % de la population. Et avec l'appoint d'un certain nombre de salariés, ils pouvaient fournir l'axe d'une majorité conservatrice. En 1975, ils ne représentent plus que 19,8 % de la population active française. On comprend maintenant plus aisément pourquoi la gauche, quand elle parle d'impôts sur les fortunes et le capital fait de moins en moins peur. Les 80,2 % de salariés ne se sentent pas concernés par ces

17, rue des Petits-Champs,  
75001 Paris.

Téléphone : 742-21-93

— Abonnements :

3 mois : 30 F

6 mois : 50 F

1 an : 90 F

soutien : à partir de 150 F  
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N  
Paris

— Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

— Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal

— Directeur de la publication : Yvan AUMONT

— Imprimé en France - diffusion N.M.P.P.

## demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part.**

Nom : ..... Prénom : .....

Année de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

désire recevoir, **sans engagement de ma part** :

— une documentation sur le mouvement royaliste.

— un abonnement gratuit d'essai de deux mois au journal.

Bulletin à retourner : **ROYALISTE, 17, rue des Petits Champs, 75001 PARIS**

# aujourd'hui, la France...

**Le discours de droite et celui de gauche rendent de moins en moins compte des mutations de la société française.**

menaces. Allons plus loin : on peut se demander si l'anticommunisme héritier de la guerre froide n'est pas encore profondément ancré dans les viscères des Français, pour que dans ces conditions, 44 à 46 % d'entre eux persistent à préférer à la gauche les barons du gaullisme, les princes giscardiens, et les jeunes loups de l'énarchie chiraquienne.

humain » que le prolétariat a perdu depuis belle lurette ses traditions anarcho-syndicalistes. Quant aux ruraux, ou bien ils ont été aspirés par la croissance des agglomérations urbaines (9,5 %

Il n'en reste pas moins que tous ont le sentiment de ne pas être de vulgaires prolétaires, la satisfaction de ne pas avoir à se salir les mains sur une chaîne et la con-

apporter un autre élément d'explication bien différent, celui-ci, du Mac-Carthysme : si 80 % des Français sont des salariés en 1974, le bloc ouvrier et salariés agricoles en représente moins de la moitié : 38,8 % exactement (1). Le reste — et la majorité — soit 41,4 % est constitué par des employés, des cadres moyens, personnel des services et cadres supérieurs. Il est certes arbitraire de regrouper en un même bloc le gratte-papier de la Sécurité Sociale, l'instituteur, et le manager d'une grande entreprise dont le salaire mensuel dépasse 10 000 francs.

parisienne, l'exaltation publicitaire et archétypique du jeune cadre dynamique se bronzant aux Baléares ou à Tahiti. Cette macédoine aboutit à une uniformisation globale de la société française.

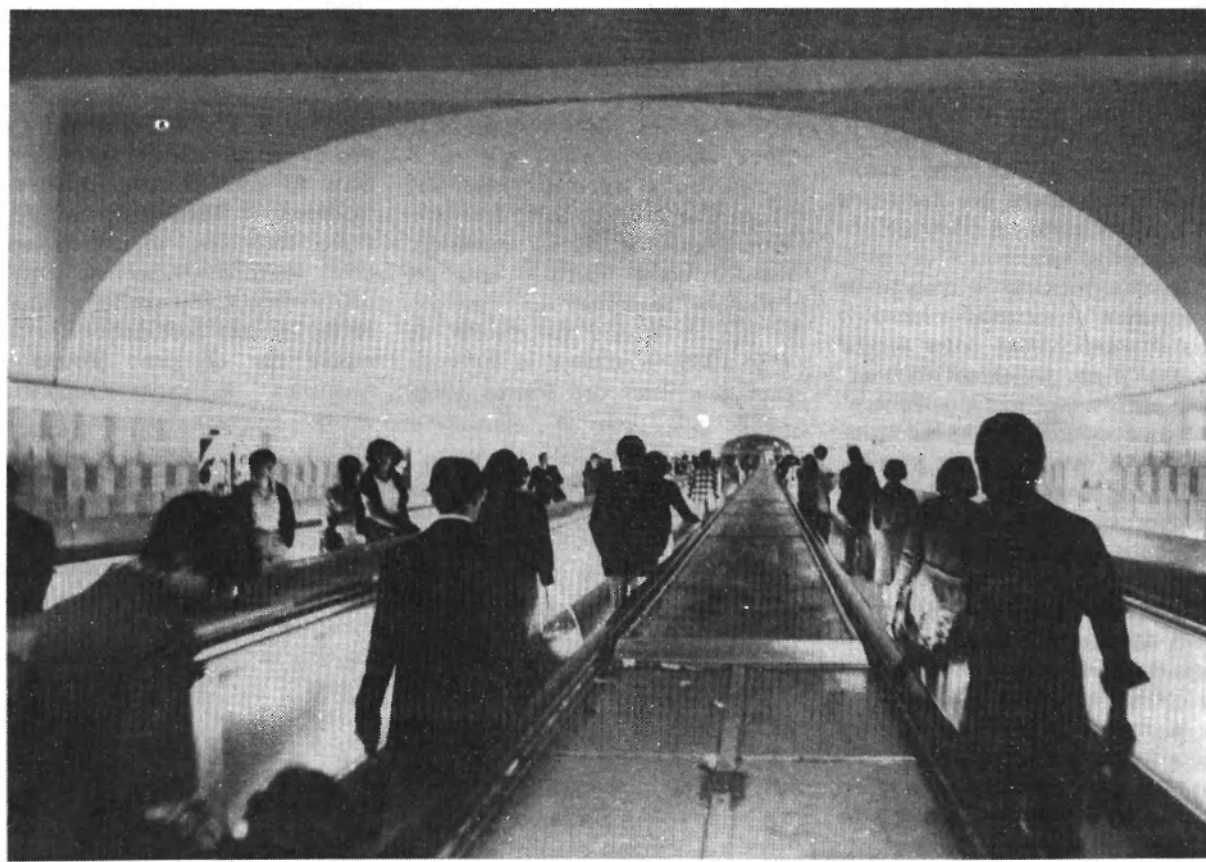
## ... ET INÉGALITAIRE

Uniformisation qui ne réduit pas pour autant les inégalités. Mis sur la même ligne de départ au sein de la société industrielle-marchande-urbaine, les Français n'en sont pas moins inégaux dans leurs chances de se hisser au pinacle de la société. Ainsi les statistiques offrent un vigoureux démenti à l'imposture de l'égalisation des chances par l'école : 13,1 % seulement des étudiants étaient en 1971 des fils d'ouvriers. Contre 3,4 % il est vrai en 1955, dira-t-on. Mais l'on sait pertinemment que ce n'est pas l'université qui fournit le cadre dans lequel se cooptent les élites. Ce sont les grandes écoles. Or, considérons l'ENA, pépinière des managers de l'État. En 1971, 3 seulement des 116 admis étaient fils d'ouvriers.

A cette inégalité, devant le savoir, qui réserve l'essentiel des postes dirigeants aux enfants de la bourgeoisie, s'ajoute bien sûr l'inégalité des revenus... En 1972, un neuro-psychiatre pouvait arriver à gagner quinze fois plus qu'une infirmière en fin de carrière, et en 1976, le revenu réel moyen mensuel était de 39 200 F pour un PDG, de 19 600 pour un médecin... et de 2 400 F pour un ouvrier. Inégalité devant l'argent qui se traduit géographiquement par l'assignation à résidence des plus démunis dans les ensembles urbains les plus désolants : La Courneuve, Grigny-la-Grande-Borne ou la ZUP de Villejean près de Rennes. Pendant ce temps, les favorisés du système habitent Parly II et ces « banlieues à visage humain » où les immeubles ont été construits au milieu des arbres des forêts. Ce « zoning » géographique a en outre l'avantage de permettre aux plus pauvres d'ignorer leur degré de misère même si les sollicitations incessantes de la publicité les maintiennent dans un état de frustration permanente. Bref, le système est bien rôdé pour faire longtemps encore les beaux jours d'une minorité et ce ne sont pas les technocrates des écuries Chirac ou Mitterrand qui le remettront sérieusement en cause.

**Arnaud FABRE**

(1) Nous empruntons ces chiffres au livre de Gérard Vincent : « La France et les Français » (Masson).



## SOCIÉTÉ TERTIAIRE...

Mais l'examen attentif de la composition socio-professionnelle des Français vient rapidement

Ceci au moment même où la classe ouvrière se voit aspirée par la culture des cols blancs. Bernard Henri Lévy fait à bon droit observer dans « La barbarie à visage

viction d'avoir eu par leurs études un bagage culturel que n'a pas l'ouvrier. Ce sentiment d'appartenance commune à l'univers relativement privilégié des cols blancs explique et la persistance d'un vote à droite important et la poussée socialiste. La social-démocratie revue et corrigée par MM. Mitterrand et Rocard présentent en effet sur le Parti Communiste l'avantage électoral de ne pas cultiver un ouvrierisme passé de saison.

de la population active travaillait dans l'agriculture en 1975, contre 26,9 % en 1954) ou bien ils ont été intégrés par les moyens modernes de communications (presse, télévision, disques, publicité) à la culture dominante : cette culture mélange en un pot-pourri informe l'exaltation des vedettes de la politique et du « show-business », la lutte des « verts » contre Reims, la référence tronquée et décolorée aux débats d'idées de l'intelligentsia

spécial - vacances

## comment la France a changé

# une société totalitaire ?

La résistance au Goulag aseptisé de l'américan way of life se fera sans et contre MM. Giscard, Chirac et Mitterrand.

La France a changé... En bien ? Sans doute faut-il reconnaître les aspects positifs du développement économique, auxquels nous devenons insensibles tant nous y sommes habitués : par rapport à l'avant-guerre, les acquis ne sont pas négligeables : la voiture, les « weekends », les grandes vacances, les logements confortables font désormais partie de notre existence assurément préférable, malgré la crise actuelle, à celle des Français de 1930.

Sans doute, tout n'est pas rose. Les fruits de l'expansion sont très mal répartis entre tous : presque la moitié des Français ne part pas en vacances et, dans les grandes villes, beaucoup de logements ne disposent pas du confort minimum. Sans parler du chômage et de l'inflation... Mais, une fois refermée la parenthèse giscardienne, l'expansion ne reprendra-t-elle pas ? Et ne peut-on raisonnablement espérer, avec un peu de patience et quelques grèves bien menées, réduire la pauvreté et améliorer encore la vie de tous les Français ? C'est du moins ce que promet la gauche, brandissant son programme, ses recettes et ses « réformes de structure ».

Faut-il se laisser séduire par ces belles promesses, et se contenter d'attendre tranquillement un peu plus des hommes qui nous gouvernent ?

Rien ne dit, d'abord, que la gauche sera capable de réduire

l'inflation et le chômage, et de rétablir dans notre pays une justice élémentaire : il n'est que de regarder M. Deferre pour savoir qu'on ne touchera pas à certains intérêts, à certaines richesses, à certains privilèges.

Mais surtout, le « programme commun » de la gauche laisse de côté l'essentiel. Car notre société ne change pas seulement en bien : progressivement, insidieusement, elle risque de devenir un jour totalitaire.

Regardons ce que nous sommes devenus : en majorité des salariés, pour un cinquième des cadres. Nous vivons dans des villes qui se ressemblent, nous travaillons dans des bureaux identiques, nous regardons les mêmes programmes de télévision, nous aspirons tous à la maison de campagne, et à la possession de ce que nous vantent les publicités des magazines : chaînes haute fidélité, vacances de luxe, automobiles racées.

### VERS UN PEUPLE D'ASSISTÉS ?

Bien sûr, il y a encore une France paysanne et une France ouvrière. Mais peu à peu, ruraux et ouvriers de la grande industrie perdent leurs traditions, leurs manières propres de penser et d'être. Malgré les discours marxistes et réactionnaires qui décrivent encore le prolétariat ou la France agricole comme si nous

étions au XIXe siècle, nous savons bien que les différences s'estompent, que nous nous rapprochons dans nos désirs, dans notre façon de consommer et de travailler, dans nos mœurs et jusque dans nos idées profondes. Avec, pour coiffer le tout, un énorme appareil d'État qui dirige tout, qui intervient partout grâce à ses technocrates, grâce à ses bureaux, à ses subventions, à ses allocations qui font de nous de perpétuels débiteurs, d'éternels assistés.

Certains appellent cela le « progrès », ou la « démocratisation ». Nous savons pourtant que cette société centralisée, et exclusivement vouée à la production et à la consommation de biens matériels, menace notre liberté : telle est l'angoisse moderne, qui s'est exprimée à travers la révolte de Mai '68, à travers la contestation gauchistes des années 1969-1973 puis dans le mouvement écologique. Protestations convergentes, contre l'asservissement aux rythmes et à l'idéologie productivistes, contre l'univers bureaucratique et l'enfer urbain, pour la reconquête des pouvoirs, le droit à la différence, la préservation d'un cadre de vie sans lequel rien n'aurait plus de saveur et de douceur.

### LE MONDE DE SHERATON ET DE COCA COLA

Ainsi va la France qui risque bientôt de ne plus être elle-même. Car, sans que nous y prenions bien garde, notre pays se dilue, se dissout peu à peu dans ce qu'on appelle le « monde industrialisé ». C'est l'invasion douce de l'« american way of life » qui fait que nous vivons et pensons de plus en plus selon les modèles d'outre-atlantique. C'est la loi dure de l'impérialisme, qui nous impose ses méthodes, ses circuits et ses produits industriels en attendant que l'Amérique nous

impose ses méthodes, ses circuits et ses produits agricoles. C'est le monde de Sheraton, de Ford, et de Coca Cola. C'est celui du Pentagone et de la CIA. C'est tout ce à quoi Giscard consent, et dont il n'est pas dit que Mitterrand nous protège.

Bien sûr, l'invasion américaine n'a pas la brutalité des agressions militaires que nous avons connues. Bien sûr, il est plus agréable de consommer les produits des multinationales que de crever de faim. Bien sûr, Giscard peut se féliciter d'appartenir au « club des riches » au lieu de croupir dans le tiers-monde. Mais au bout du compte, il y a malgré tout l'asservissement. Politique, militaire, industriel, agricole, culturel. Asservissement à un système complexe de banques, et de sociétés multinationales manipulé par un petit groupe de financiers, de cadres supérieurs et de technocrates. Partout les mêmes, qu'ils vivent à Paris, à New York ou à Bonn. Savent-ils d'ailleurs ce qu'ils font, et pourquoi ils le font ? L'argent circule, les entreprises s'achètent et se vendent avec leur cargaison humaine, les bureaux brassent du papier, la machine tourne. Mais pourquoi et dans quel but ? Ça fonctionne et c'est tout. Mais peu à peu ce système commande notre travail, nos façons de parler et de penser, notre vie tout entière. C'est cela le totalitarisme moderne, dont Hitler et Staline ont été de grossières ébauches.

Dès lors, la lutte entre Giscard, Chirac et Mitterrand paraît dérisoire : de droite ou de gauche, ils consentent tous au monde qui est en train de naître. C'est dire que la résistance au totalitarisme se fera sans eux, et au besoin contre eux, puisque, obsédés par la conquête du pouvoir, animés de leur seule volonté de puissance, ils n'ont pas compris l'importance de l'enjeu.

B. LA RICHARDAIS



## lectures

Deux ans après sa fondation la Nouvelle Action française décidait de compléter ses moyens d'expression et de commencer à publier une série d'ouvrages lui permettant d'exprimer de manière satisfaisante les analyses qui ne pouvaient être approfondies complètement dans son seul journal. Marquant les étapes du mouvement la publication hors des contraintes de l'édition classique d'ouvrages de références était une nécessité.

En novembre 1973, Bertrand Renouvin réunit dans son ouvrage « Le Projet Royaliste » les thèmes de combat, jusqu'alors dispersés en vue de mieux définir l'identité « Nafiste ».

En juillet 1974, Gérard Leclerc précise dans un « Un autre Maurras » la part essentielle d'une pensée trop souvent méconnue et justifie les liens qui nous unissent aux aspects créateurs de l'œuvre du philosophe royaliste.

En octobre 1975, Philippe Vimeux avec « Le Comte de Paris ou la passion du présent » fait découvrir aux royalistes la véritable personnalité d'un prince dont aucun ouvrage n'avait, jusqu'à ce jour, étudié la pensée et l'action.

Au printemps 1976, étaient rassemblés en un recueil, les principaux articles de fond du journal sous le titre « NAF cinq ans de combat ».

Enfin en novembre 1976, Philippe Vimeux dans « Royaliste et citoyen » brossait une esquisse de l'histoire du mouvement royaliste.

Parallèlement, Bertrand Renouvin publiait en janvier 1975, chez un grand éditeur, « Le désordre établi », critique sévère de la droite et de la gauche.

Tous ces ouvrages sont disponibles à notre service librairie :

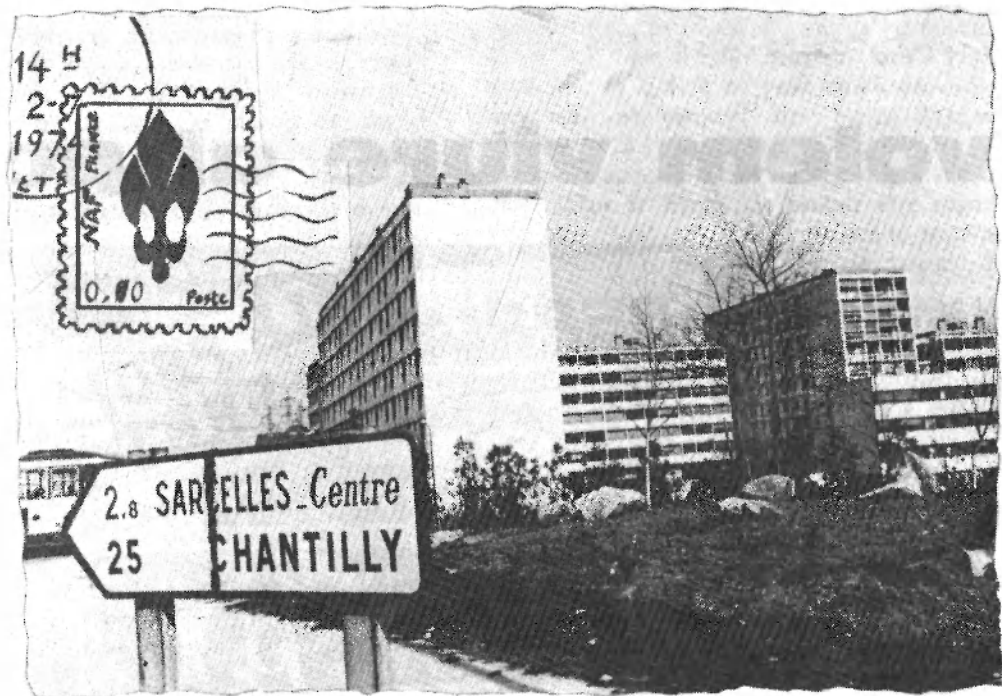
— Bertrand Renouvin : « Le projet royaliste », franco 20 F ; « Le désordre établi », franco 30 F.

— Gérard Leclerc : « Un autre Maurras », franco 32 F.

— Philippe Vimeux : « Le Comte de Paris ou la passion du présent », franco 29 F. « Royaliste et citoyen », franco 11 F.

— Collectif du journal : « NAF cinq ans de combat », franco 32 F.

Commandes au journal accompagnées de leur règlement à l'ordre de Royaliste 18 104 06 N Paris.



## carte postale de banlieue

Cher lecteur,

Probablement, quand tu liras ces lignes, tu seras en vacances. Pour changer le genre, permets que ce soit celui qui reste qui t'envoie ses bons souvenirs. C'est de la banlieue que je t'écris, de la banlieue monotone, triste et sans limites ici, on passe imperceptiblement d'une ville à l'autre.

Mais peut-on encore parler de ville ? Seuls, les noms des rues te rappellent que tu changes d'endroit : si tu trouves des noms inconnus, anciens maires ou bienfaiteurs locaux, tu es dans une municipalité bourgeoise ; mais si tu trouves Vaillant-Couturier, Marcel Cachin ou Maurice Thorez, peu probable que tu sois dans une municipalité RPR. Ici, même les noms font le système. Oui, surtout, banlieue sans limites : tu as l'impression que tu n'en finiras jamais. Non parce qu'il y aurait quelque chose de nouveau ; au contraire parce que tout sera toujours pareil. Vie absolument close sur elle-même. Comme si l'on avait été oublié de l'histoire. Avec l'impression bizarre d'être banni, d'être à l'extérieur. Le plus drôle, c'est qu'on sent qu'on est à l'extérieur, à la périphérie, mais que, de toute manière, il n'y a plus ni intérieur ni centre. Plus de lieu où aller. A l'extérieur, juste comme ça. Rien d'autre. Quand tu marches, tu penses au mot : coincé.

Tu t'enfonces un peu dans les rues. Ne crois surtout pas trouver une petite place. Certes, il y a bien des carrefours : croisements du réseau des rues pour des voitures qui roulent, pour des piétons qui marchent. L'ordre des choses. Mais une place, où tu peux rester, où des enfants tapent dans une balle sous l'œil d'un vieux assis, rien de cela. Espace sans place, sans centre : an-archique, selon l'étymologie, si tu me permets cette considération un peu pédante, lecteur. Il y a un texte des Pères du désert qui dit de l'enfer : « Là, il n'est pas possible de voir quelqu'un face à face ».

Car, question visages et rencontres, ce n'est pas cela. Des immigrés qu'au mieux on ne regarde plus ; que parfois on insulte ; humiliés. Des bonnes femmes écartelées entre le repas à faire, le même à prendre à l'école et le boulot qui reprend à deux heures ; humiliés. Les vieux qui ne reconnaissent plus le pays, tellement il y en a qui se sont fait du fric avec des immeubles neufs. Humiliés ; tous humiliés.

Et la police qui quadrille les rues, le soir. Et la violence. C'est vrai que parfois, il ne fait pas trop bon de rentrer seul. Et cette logique absurde qu'on t'impose : la police ou la violence ?

Et les enfants qui, dans l'impossibilité de s'opposer effectivement — s'opposer à qui, contre

qui, puisque que ceux qui habitent là ne sont pas responsables et que ceux qui sont responsables n'habitent pas là ? — ces enfants qui cassent, comme ça ; gestes absurdes pour un monde absurde.

Car là-bas, d'opposition, de différence, il n'y en a pas. « Ça fait partie du décor » m'a dit un vieux, voyant que je regardais des affiches du PS, collées sur un mur. Oui, ça fait partie du décor. Le même vocabulaire rituel. De roses au poing en sourire aux lèvres, tu penses que ça fait de la couleur, sur les murs, c'est tout. Quant au changement...

Enfin, lecteur, ne te désespère pas trop. Tu es en vacances. Pourquoi n'y resterais-tu pas ? Mais de toute manière, de HLM en immeubles résidentiels, de pavillons en résidences secondaires, la banlieue t'aura bientôt rejoint. Alors... Bonnes vacances quand même.

Damien AUVRAY

P.S. : On dit qu'autrefois, il y avait un pays, pas égalitaire ni homogène du tout ; plein de différences ; de couleurs différentes, de régions différentes, d'odeurs différentes. Tuile, ardoise. Pierre, bois. Avec des gens qui parlent, chantent même. Ça s'appelait la France, je crois. Dis-donc, lecteur, ne pourrait-on pas essayer de le refaire, ce pays ? Mais, c'est vrai, cela c'est une autre histoire...

# volem viure al pais



Bretagne, Midi, Corse, Alsace : le phénomène de conscience régionale qui n'a cessé de s'accroître ces dernières années pourrait bien être explosif...

Il est déjà loin le temps où des générations entières de Bretons, d'Auvergnats, de Corses « montaient » à Paris, pour y tenter de faire fortune et n'en plus repartir. Ces générations-là ont trouvé dans la capitale ce qu'elles étaient venues y chercher : du travail, pour les habitants des régions les plus deshéritées, une certaine activité culturelle, pour les provinciaux convaincus alors que rien d'intéressant ne pouvait se passer ailleurs qu'à Paris. Ceux-là sont restés, et constituent aujourd'hui cette curieuse population de Paris, dont la très grande majorité, pour peu qu'on y regarde de près « n'est pas d'ici ».

Voilà que depuis une dizaine d'année, on assiste à un phénomène que l'État-Pieuvre s'efforce d'ignorer et qui pourrait bien ébranler un jour ou l'autre les structures de la technocratie une et indivisible : masqué par des médias qui diffusent aux quatre coins de la France une

image de la vie fabriquée à Paris, le pays réel est en train de bouger.

A un système de société élaboré à Paris, où la standardisation touche de plus en plus profondément chaque domaine de la vie — culture, logement, travail — toute une nouvelle génération de Bretons, de Méridionaux, de Corses, d'Alsaciens dit aujourd'hui non : non à un pouvoir totalitaire qui nivelle, normalise et qui, en refusant la différence, tue l'identité. De la même manière que les dissidents des pays de l'Est face à une autre idéologie totalitaire, les Bretons et Occitans d'aujourd'hui trouvent dans leur patrimoine culturel propre les moyens de leur refus. Apprendre l'Occitan ou jouer de la bombarde, ce n'est pas s'attendrir sur un passé révolu : c'est dire non à un système, résister à un pouvoir qui fait des hommes des éléments de statistiques et les mesures en termes de pouvoir d'achat.

« Je ne refuse pas le passé de mon pays, écrit le Breton Xavier Grall, mais il n'est rien s'il ne se trouve illuminé par l'esprit du temps présent. » Et ce « folklore » qui fait tant ricaner Paris est en train de prendre, à travers l'actuel mouvement régional une dimension qui pourrait bien être très subversive : si la richesse et la volonté de vivre qu'elle exprime, la conscience régionale pourrait devenir explosive.

Car les jeunes Bretons, comme les jeunes Occitans, ne se contentent pas de retrouver et d'enrichir un patrimoine culturel : la révolte des viticulteurs du midi, comme la grève du « Joint Français », la marginalité choisie de jeunes provinciaux de plus en plus nombreux, sont autant d'avertissement au pouvoir sur les aspirations du pays réel.

L'attitude du gouvernement face aux mouvements régionaux ne varie guère : le silence ou la répression de temps en temps, quelques miettes, comme une émission en langue bretonne. Alors les mouvements régionaux se tournent vers l'opposition, concluent des alliances avec les partis politiques, sans comprendre que la liberté des régions ne peut se concevoir qu'à partir d'une conception complètement nouvelle de la politique, où l'État reprenant sa juste place, les peuples reprendront leurs libertés.

Bénédicte HELIEZ

## monde étudiant

Finies les universités « bouillons de culture », finies les universités normalisées par les examens. Les provocations des ministres pas plus que les cours « subversifs » des professeurs à la mode n'ont réussi cette année à émouvoir les étudiants. La parole reste confisquée par d'autres qui, entre une municipale et une législative, manifestent la plus totale incompréhension aux problèmes qui préoccupent la nouvelle génération. Quel plus beau symbole de ces deux mondes étrangers que l'indifférence souveraine rencontrée dans les universités par les politiciens en campagne municipale ? Pour un étudiant, les shows d'un Mitterrand ou d'un Chirac relèvent du cirque, au mieux d'une comédie rétro plutôt mal jouée. A l'image des lycéens et des jeunes travailleurs, les étudiants vivent dans un autre monde sans valeur commune avec l'Ancien.

Fin le culte du travail. Les examens sont boycottés par un candidat sur trois. Il n'y a pas un recalé sur dix pour prendre au tragique sa situation. La finalité des études est le sursis à l'entrée dans la vie active, pas les diplômes. D'où des études de plus en plus longues. Et au bout du chemin, on cherchera l'emploi qui réduit au mieux les compromissions et laisse un maximum de temps libre pour vivre en marge.

A quoi s'intéressent alors les étudiants ? Pour l'instant, ils n'expriment que des refus : de la politique institutionnelle, de l'intégration économique, du nucléaire...

Un calme qui peut fort bien précéder la tempête. Comme ce printemps italien. Là-bas comme ici, la crise étudiante n'est que le symptôme de la crise de la société tout entière. Là-bas comme ici, les programmeurs de gauche ou de droite aux discours usés donnent le même spectacle que les médecins de Molière : anachroniques et inutiles.

D.R.

### LE SERVICE LIBRAIRIE VOUS PROPOSE :

Xavier Grall : Le cheval couché (35 F)  
P.J. Helias : Le cheval d'orgueil (50 F)  
Lan Inisan : La bataille de Kerguidu (48 F)  
Pierre Goubert : Cent mille provinciaux au XVIIe siècle (14 F)  
Philippe Aries : Histoire des populations françaises (19 F)  
Arnaud Fabre : Pour une nouvelle citoyenneté (12 F)

Joindre au règlement 4 F pour frais de port et d'emballage.  
Commandes à adresser au journal, accompagnées du règlement à l'ordre de Royaliste, C.C.P. 18 104 06 N Paris.

spécial - vacances

## comment la France a changé

# comment la droite crée la gauche

La force de gauche provient surtout de l'incroyable accumulation de maladresses réalisées en trois ans par la droite la plus bête du monde.

« Nous sommes au pouvoir pour trente ans si nous ne faisons pas de bêtises. » C'est en ces termes que naguère un ministre gaulliste haranguait ses compagnons. Or les trente années sont loin d'être passées et le maintien au pouvoir de la droite au-delà de l'horizon 1978 est devenu pour le moins problématique. Les épigones du général de Gaulle ont en effet dilapidé le capital de confiance qu'il avait amassé.

D'abord en ne sachant plus apparaître comme les meilleurs défenseurs de la continuité de l'État. La partie leur était pourtant facile sur ce terrain. La constitution de 1958, révisée en 1962, avait considérablement réduit les prérogatives du Parlement et, en introduisant l'élection au suffrage universel du président donné à celui-ci une « légitimité » bien supérieure à celle des députés.

Ce président devenu de la sorte maître du jeu était en outre, grâce à l'arme de la dissolution, en état d'obliger au moment et sur le terrain qu'il aurait choisi l'opposition à livrer la bataille des élections législatives. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que toutes les élections législatives depuis 1958 aient été perdues par la gauche. Celle-ci en outre, offrait l'image de

la désunion ouverte, puis depuis 1967 de l'alliance très conflictuelle entre deux partis séparés par leurs traditions politiques et leurs conceptions de la démocratie.

### CENTRE : LES FANTASMES GISCARDIENS

Pour maintenir cet avantage, il aurait suffi au successeur du Général de ne pas chercher à diviser leurs partisans. Or si le rassemblement des orphelins du gaullisme autour de Georges Pompidou qui faisait figure de dauphin putatif s'était fait sans trop de mal, il n'en fut pas de même en 1974. Pompidou mourut en effet sans avoir eu le temps de désigner son successeur et il s'ensuivit une lutte pénible entre les prétendants de la majorité. Comme quoi une monarchie élective reste une monarchie incomplète et le système de cooptation du successeur un palliatif aléatoire. Malgré les séquelles de la lutte de mai-juin 1974, les nécessités de la survie politique auraient pu ressouder l'union de la droite si M. Giscard n'avait été conseillé par la fine fleur de l'extrême-droite. Pour celle-ci qui n'a rien appris



ni rien oublié depuis l'OAS l'ennemi n° 1 est... le gaullisme. Giscard s'est donc ingénié à casser la majorité au nom du rêve absurde d'un gouvernement au centre réunissant la droite giscardienne et... le PS. On connaît la suite, le combat tragi-comique Giscard-Chirac et le discrédit général jeté sur un président en sursis.

Pendant ce temps, Mitterrand, dans un style très gaullien, a réussi à réunir et à rénover le PS autour de sa personne de président en puissance cependant que, le temps d'une période pré-électorale, le PC met relativement en sourdine ses griefs à l'égard des socialistes.

### LA FRANCE N'EST PAS LE JOCKEY-CLUB

Tandis que l'équipe Giscard faisait cette insigne faute de manœuvre, elle commettait en outre la grave erreur de se laisser par trop marquer à droite. Le gaullisme avait une certaine dimension populiste. Le style du Général — en politique étrangère face aux États-Unis par exemple — lui avait valu l'adhésion d'une fraction de l'électorat qui votait habituellement à gauche. Sans doute ce populisme s'est-il limité le plus souvent, au style et les grandes réformes gaulliennes (participation, régionalisation) ont-elles fait long feu ou même échoué devant la trahison d'une partie de la majorité, Giscard en tête. La prise de distance du Comte de Paris à l'égard de la Ve République est d'ailleurs liée à cet échec. Mais avec l'arrivée à l'Élysée de M. Giscard d'Estaing, le vernis populiste lui-même a fini par disparaître. La fausse simplicité et la démagogie d'aristocrate allant au peuple chère, à notre actuel président n'ont pas fait oublier aux Français qu'il est le plus pur produit de la droite d'argent. Bien plus, alors que la fortune personnelle — rondelette néanmoins — de M. Giscard est

loin d'être une des très grandes fortunes françaises, elle a été citée — au cours d'un sondage organisé par l'Expansion sur les Français les plus riches (1) — avant Peugeot et Michelin, et immédiatement derrière Rotschild, Dassault et Bous-sac. Comme disait déjà de Gaulle, « Le problème de Giscard, c'est le peuple ». Ajoutons que le plan Barre qui pénalise exclusivement les revenus salariaux a renforcé dans l'opinion l'image d'un Giscard inféodé à la fortune mobilière ou immobilière et membre du Jockey-Club.

### CHIRAC : RECOURS OU AVENTURIER ?

Dans ces conditions l'étonnant n'est pas la probabilité de la victoire de la gauche. Il réside dans la non-certitude de celle-ci. Non-certitude due d'abord à l'hypothèque que fait peser sur elle la présence d'un Parti Communiste dérus-sifié mais non déstalinisé. A tort ou à raison, les Français ne croient pas que l'Union de la Gauche survivra durablement à l'épreuve du pouvoir. Par ailleurs, le renouveau du PS reste fragile. Le parti de la rose au poing n'est qu'un syndicat de volontés de puissance et d'appétits de pouvoirs. Son dernier congrès à Nantes a montré combien son unité reste précaire et liée à la personne de François Mitterrand. Que celui-ci apparaisse comme fatigué ou malade et toute la crédibilité de la gauche s'effondre.

C'est bien pour cela que la victoire à l'arrachée de cet aventurier politique qu'est M. Chirac n'est pas à exclure totalement en 1978. Seulement, la victoire de Chirac, contre la gauche mais aussi contre le président, signifierait la ruine définitive des institutions de la Ve République. Et de l'effort gaullien de restauration de l'État.

Paul MAISONBLANCHE

(1) « L'Expansion », Septembre 1976.

# maurice clavel

# une de

**Royaliste :** Maurice Clavel, comment expliquez-vous ce phénomène qu'on appelle « nouvelle philosophie » ?

**Maurice Clavel :** Il faut partir de Mai 1968. A l'époque, j'avais prévu que les contestataires de Mai seraient des extrémistes et que, auteurs et porteurs d'une révolution culturelle, ils contesteraient toute cette culture en utilisant — faute de pouvoir penser déjà à neuf — la doctrine la plus contestataire de la culture qu'ils contestaient, c'est-à-dire le marxisme.

J'avais même prévu « l'été de la Saint Martin » du marxisme (en 1969-1970), et que le marxisme se dissiperait de lui-même dans la mesure où la brèche culturelle ouverte en Mai s'élargirait, les contestataires de Mai se rendant compte qu'ils en voulaient autant au marxisme qu'au capitalisme. C'est alors que furent publiés *L'Espoir gravé* d'Hélène Bleskine, *La Cuisinière* et *le Mangeur d'hommes* de Glucksmann, *L'Ange* de Lardreau et Jambet, puis *Les Maîtres Penseurs*. Et je sais que d'autres œuvres se préparent, très hétérogènes, mais qui vont dans le même sens : c'est une libération de l'esprit, ou ce que j'appelle dans mon *Socrate* l'auto-transcendance humaine. Bref, un arrière-fond occulté de l'homme, qui commence à se manifester.

**Royaliste :** Quel est le rôle de Bernard Henry Lévy, qu'on attaque aujourd'hui de tous les côtés ?

**Maurice Clavel :** Au début, je n'avais aucun rapport avec lui. Mais il a une amitié sincère et véritable pour Lardreau et Jambet et c'est Bernard Henry Lévy qui, un jour, me donne *L'Ange*. Mais Lévy se différencie de Glucksmann et de moi : ainsi, lorsque Glucksmann m'a parlé de ses *Maîtres penseurs*,

j'ai décidé de faire tout de suite mon *Socrate* afin que nous fassions *mano a mano* comme disent les toreros. Et puis, surtout, la thèse de Bernard Henry Lévy est très différente de la mienne : dans sa *Barbarie à visage humain*, il dit que nous allons vers un monstre, un conglomérat affreux qui s'appelle le capitalo-communisme. Je lui réponds que nous irions s'il n'y avait eu la rupture transcendante de Mai et son retour que j'attends, rupture pour laquelle il n'a aucune haine mais à laquelle il n'a pas cru. Il y a donc une différence fondamentale mais sans ma transcendance et mon espérance, la description « à plat » de notre société est la même. On voit donc qu'il n'y a, entre nous, aucune question d'école, de chapelle ou de secte. Ces histoires ont été fabriquées de toutes pièces par Aubral et Delcourt qui ont pris de vagues indices — c'est le type même du procès judiciaire monstrueux — quelques éléments de vérité. Quels sont ces éléments ? C'est très simple : Bernard Henry Lévy, Lardreau, Jambet et Nemo ont été en Khagne ensemble et je trouve très émouvant qu'ils se retrouvent tous célèbres à vingt-cinq ans, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Voilà le fait dont tout est parti.

**Royaliste :** Et maintenant, on se déchaine contre eux...

**Maurice Clavel :** Nous connaissons en ce moment le moment le plus fort de l'attaque. Mais elle ne durera plus très longtemps. A ce propos, je tiens à dire combien la position de Jean Daniel a été magnifique d'antisectarisme, de largeur d'esprit, d'attention à la nouveauté.

Le procès contre ce qu'on appelle la « nouvelle philoso-

phie » a été scandaleux parce que les origines sont différentes et parce que la seule unité de ces jeunes philosophes a été celle de la khagne — dont je n'étais pas et pour cause ! — Et puis, il y a le fait que beaucoup étaient d'anciens « maos » : ils cherchent ensemble, mais ils aboutissent à des solutions différentes. Car, c'est vrai, nous avons eu en commun la rue, la Gauche prolétarienne, l'Agence de presse

« Libération ». Ainsi, il y a eu une sorte d'expérience existentielle vécue par des militants qui étaient agrégés de philosophie.

**Royaliste :** Mais pourquoi ce torrent d'insultes et, même, cette haine ?

**Maurice Clavel :** Face au renouveau de l'existential dont je vous parlais, il y a la haine du rationaliste pour l'existential. A quoi je réponds ceci : dès l'instant que je suis un philosophe critique, rationalisme et anti-rationalisme sont les deux fourches d'une antinomie. Et critiquer le rationalisme, c'est aussi critiquer l'irrationalisme.

Et puis il y a la haine du spirituel : c'est le déchaînement de la mère Macciocchi contre le « néo-spiritualisme obscurantiste », contre quoi il est vain de protester. A propos du spiritualisme, vous connaissez mon chapitre du *Socrate* sur la défection platonicienne dans lequel je dis que « le spirituel se ment en spiritualisme » et que « le spiritualisme est la doctrine de ceux qui n'ont pas su mourir pour le spirituel ». C'est net. Mais cela n'empêche rien puisque le procès est fait d'avance.

Enfin, est-ce la vente des uns et la mévente des autres ? Ils l'avouent. Alors, pourquoi ne pas le rappeler.

Quant à moi, mon rôle est fini. Comme je l'ai déjà dit,

c'est il y a quatre ans qu'il eût fallu m'étouffer. Maintenant, Glucksmann, Lardreau et Jambet et d'autres se passent fort bien de moi. C'est gagné ! Et c'est peut-être parce qu'ils savent qu'il aurait fallu m'étouffer plus tôt que les gens crient très fort. Par exemple, Deleuze, qui a milité avec moi au moment du maoïsme, va jusqu'au ridicule de me traiter de « Docteur Mabuse ». Et Castoriadis me traite de Serpent de la « nouvelle Eve » que serait Bernard Henry Lévy. Ça va pas la tête ! Et si on psychanalysait tout ça ? Ils donnent dans le démoniaque donnent dans le démoniaque et le satanique. Ce sont des spiritualistes à l'envers, qui s'agitent comme diables en benitier. Ils ne se tiennent plus !

Mais ils ne peuvent rien car cela va sans moi, cela va de soi. Mais, comme on m'a traité de « tonton » des « nouveaux philosophes », j'ai encore assez de tempérament pour jouer peut-être une ou deux fois encore les « tontons flingueurs »... A Beaubourg, on m'a dit que je servais des intérêts. Mais on s'est écrasé quand j'ai demandé lesquels. On m'a dit que j'exploitais les cadavres. J'ai demandé « quand, comment, où ? » ; on n'a pas répondu.

Au fond ils n'ont pas grand-chose à dire. A la radio, j'ai supplié Aubral de m'indiquer, non pas sa doctrine, mais ses éléments, ses embryons de doctrine. Je n'ai entendu qu'une contestation de moi sur Kant qui tient de ce qu'on peut apprendre en troisième semaine de terminale sur Kant.

**Royaliste :** On nous dit : « mais il y a le programme commun ». Alors, comment allez-vous voter ?

**Maurice Clavel :** Quand on me demande comment je vais voter, je réponds merde. J'envisagerai cela, calmement, quelques semaines à l'avance, et il s'agira pour moi de savoir si je vote à gauche ou si je m'abstiens.

# libération

## l'esprit

Ce qui m'inquiète, c'est qu'on veuille quadriller préalablement le crâne des gens, créer la « nouvelle droite » parce qu'on n'est pas sûr que nous viendrons sur les estrades de la gauche. C'est infâme. Quand Lardreau et Jambet disent que le Goulag spirituel est déjà commencé, ils n'ont pas tort : lorsque Schwartzberg, théoricien aux lèvres minces, dit que « la gauche fera les libertés pour tous, même pour ses adversaires », les quatre lettres de ce « même » me font passer un frisson dans le dos. Nous avons là des injonctions, des sommations pré-électorales terrifiantes qu'il faut absolument refuser. Si les élections ont lieu — par exemple — le 28 mars de l'année prochaine, nous demandons à penser librement au moins jusqu'au 21 Mars.

**Royaliste :** Dans un article du « Nouvel Observateur », vous contestez durement Chevènement à propos de son émission sur Rossel. Pourquoi ?

**Maurice Clavel :** J'ai montré que tout son « Rossel » était conçu en grande part contre le gauchisme : quand les gauchistes crient « vive la spontanéité des masses, vive la Révolution culturelle », Rossel les fait fusiller. Nous sommes prévenus.

**Royaliste :** Croyez-vous à une renaissance du militantisme tel que nous l'avons connu il y a quelques années avec le gauchisme ?

**Maurice Clavel :** Non, parce que mes camarades ont eu l'honnêteté de voir que la pratique du militantisme nuit et jour ne les transformait pas en bien. Alors ils espèrent qu'autre chose viendra, que de nouvelles formes d'action se dégageront.

**Royaliste :** L'intelligence française est-elle profondément touchée par les idées que vous exprimez ?

**Maurice Clavel :** Tout à l'heure, j'ai oublié de dire une des raisons

profondes pour laquelle on nous en veut : j'ai contribué à « démandariner » les problèmes philosophiques. Et ce sont les mandarins de la gauche — et parfois même de l'extrême-gauche — qui poussent les hauts cris. Car non seulement Glucksmann parle de la plèbe, mais il soumet son livre à la plèbe, et la plèbe a commencé à le lire : le succès des Maîtres penseurs est incroyable.

Et je prétends — je le montrerai dans mon prochain livre — qu'il y a quelques dizaines de milliers de personnes qui peuvent être à même de nous juger. Autrement dit, il y avait, à gauche aussi, des tours d'ivoire intellectuelles et mandarinales que nous brisons, Glucksmann et moi — surtout Glucksmann. Nous prétendons que la philosophie n'est pas pour 5 000 personnes, mais pour 50 000 ou 100 000 parce que, comme le disait Glucksmann à la télévision, les Lip aussi font de la philosophie.

**Royaliste :** Est-ce que Sartre dirait encore que le marxisme est l'horizon indépassable de la culture ?

**Maurice Clavel :** Il ne l'a pas tout à fait dit et, en tous cas, il ne le dirait absolument plus. Et ce que je crois savoir du commencement — à cet âge dans cet état physique — de la pensée sartrienne a quelque chose d'assez sublime physiquement et spirituellement. D'ailleurs, ce regain de vigueur de l'existentialisme — qui, j'espère, supprimera un peu son isme — (lisez par exemple le livre très important d'André Gorz), le fait que Sartre reprenne l'inspiration de sa jeunesse et revienne sur le pan-rationalisme des totalisations de la « Critique de la Raison dialectique », c'est un magnifique renouveau de l'existential, du vécu profond. Tant pis si cela ne plaît pas aux docteurs, aux scribes et aux cuistres. Mais ils n'ont pas fini d'en voir.



**Royaliste :** Votre critique vous situe en dehors de la gauche d'appareil. Mais jusqu'où cela ira ?

**Maurice Clavel :** Il s'agit de savoir si cela ira jusqu'à la ciguë, jusqu'aux barbelés... ce qui n'est pas exclu. Comme dit Socrate, « je crois être un des rares, pour ne pas dire le seul, à cultiver la véritable politique, mais en ce cas je ne saurais que dire devant mes juges — et les juges d'Athènes étaient populaires — de sorte que la mort ne m'étonnerait pas ».

Telle est à peu près la conclusion de mon Socrate, que mes camarades ont acceptée. On pourra fabriquer des tribunaux populaires où le peuple sera fabriqué. Et un peuple créé de toutes pièces

risque de nous décréter ennemis du peuple. Le coup est tellement connu !

**Royaliste :** On vous reproche — Claude Lefort par exemple — de laisser de côté la question du pouvoir...

**Maurice Clavel :** Je suis en gros — mais en gros seulement — d'accord avec Glucksmann mais je n'ai pas encore réfléchi au problème du pouvoir. Certains veulent bien traiter mon Socrate de « critique de la Raison politique ». C'en est tout au plus une faible amorce. Je suis au seuil d'une découverte, mais je n'y suis pas.

Propos recueillis par  
Gérard LECLERC

# détruire ou libérer l'État... ?

Il est, dans notre société, des sujets-tabous à respecter sous peine de voir se dresser le pilori que, de tous côtés, l'on vous destine. Parmi eux, l'État reste l'un des plus pointilleux, dragé dans sa dignité et son importance. Tant pis. Au diable les tabous... La question est à poser quant même.

S'il fallait le peindre, on obtiendrait une sorte de monstre, digne d'un mauvais film d'horreur. Une bête géante, tentaculaire, hideuse de totalitarisme, presque invulnérable.

— Tentaculaire ? N'est-ce pas lui qui fabrique des voitures, distribue les cigarettes, emploie des millions de Français, décide de l'enseignement, de la morale, contrôle les mass-médias, l'information, la culture, qui accorde et refuse les crédits ? Il est assureur, gazier, électricien, acheteur, marchand, il... Mais la liste serait trop longue !

— Totalitaire ? Ses multiples activités lui permettent de régner partout en maître. Possédant les grands centres vitaux, il régleme la vie de tous et de chacun, dans sa plus profonde intimité.

## AU SERVICE DES PARTIS

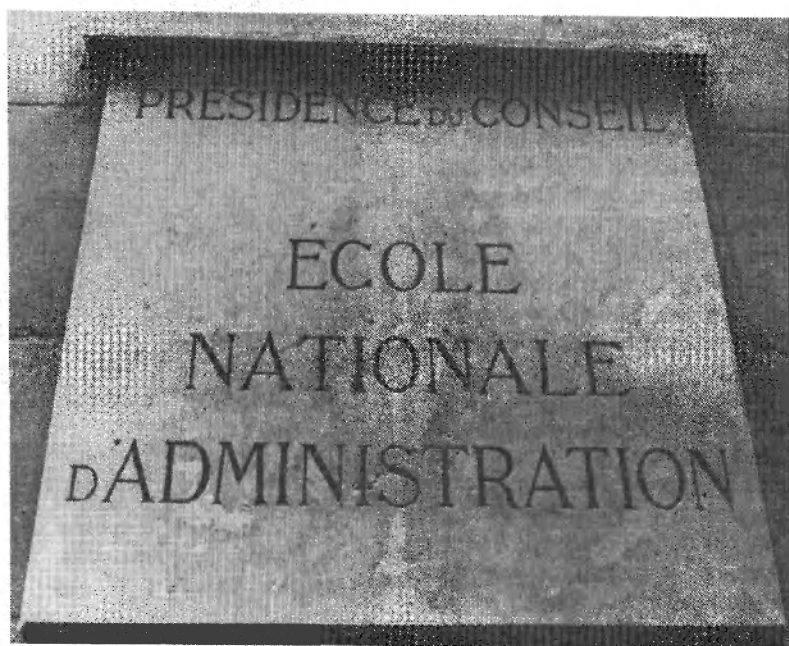
Ainsi, on en est arrivé à ce que l'État, par son développement insensé et sa rage de gigantisme, ne soit plus au service des citoyens, mais devienne une sorte de machine autonome, douée de sa propre vie, et cependant soumise aux partis qui le colonisent. La preuve en est que, paradoxalement, l'État en lui-même ne signifie plus rien, prenant le nom de son maître du moment : après l'État-UDR, est né l'État-Giscard. Tentaculaire, totalitaire, l'État est aussi l'instrument privilégié des partis qui s'en servent pour imposer leur domination.

C'est ainsi que dans la logique de ce système absurde qui fait de l'État l'enjeu des luttes partisans, qui fait de l'État la force de ses maîtres et l'esclavagiste des citoyens, on ne peut espé-

rer le voir libérer de sa volonté centralisatrice. Comment, en effet une faction au pouvoir pourrait-elle se décider à rompre ce qui lui donne son pouvoir, ses moyens de pression ? Au contraire, l'intérêt de celle-ci est de laisser libre cours à la course à la puissance de l'État, de renforcer les liens que tisse la machine autour de chaque individu, de faire de chacun un obligé de plus en plus dépendant de l'État. Et même quelque suicidaire le voudrait-il

n'a pas réalisé ? Comment ? Avec qui ? Sans doute, les hauts fonctionnaires vont changer ! Sans doute, des têtes nouvelles remplaceront les actuels serviteurs de l'État-Giscard. Mais qui seront-ils ? Ce seront des Attali, Rocard, Chevènement ; autrement dit, les différents postes-clés seront occupés par des personnes nouvelles, mais sorties des mêmes moules : Sciences-Po., HEC et surtout, l'ENA. Car ils ne s'en cachent pas, les « espoirs » de la gauche ont la même formation, les mêmes relations, la même idée de l'État et de son management que leurs camarades de promotion, actuellement au pouvoir.

Affirmations gratuites ? Vues de l'esprit ? Et le monopole



de simples réformes n'y suffiraient pas. Giscard, lors de sa campagne, ne voulait-il pas jeter à bas la vieille bureaucratie étatique ? La « purge » a été réalisée, les hommes ont changé... et la technocratie a augmenté son emprise.

Mauvais exemple que celui de Giscard, on peut douter qu'il soit réellement hostile à la bureaucratie ? Admettons. Mais la gauche saura-t-elle faire ce que la droite

d'État sur les ondes ? Ce n'est pas une vue de l'esprit ! Qui parle d'autoriser les radios libres ? Certainement pas les « cadres » du PC ou du PS, pas plus que les gens de droite.

Enfin, l'État colonisé, c'est l'État au service d'une clientèle, au service d'intérêts particuliers. On l'a vu avec Giscard, bien sûr, et le service de l'argent. Mais on le verra aussi avec le PS qui, par exemple, compte dans ses rangs

nombre d'officiers et de sous-officiers : l'armée traditionnelle a beau être largement dépassée, le service militaire a beau aigrir inutilement les appelés, ne répondre à aucune nécessité, tant pis.

C'est ce qui convient à la « clientèle » électorale « corporatiste », aussi Hernu prône-t-il sa conservation, faut-il le conserver.

## UN AUTRE ÉTAT

Tout cela n'est pas sérieux ! A droite comme à gauche, aucune remise en cause de l'État, aucune dénonciation de sa maladie jacobine, aucune idée nouvelle. Tentaculaire, totalitaire, soumis aux partis, prisonnier des contraintes les plus basses, enlaidi dans sa propre logique, l'État a plus que jamais besoin d'être libéré, pour qu'enfin puissent être libérés les citoyens, et les pouvoirs restitués au peuple tout entier.

Libérer l'État, oui, mais non pas le détruire, non pas le supprimer.

Si l'on peut se sentir plus proche des libertaires que des technocrates soucieux selon les termes de Glucksmann « d'étatiser le bonheur », on ne peut pour autant souscrire à leur thèse d'abolition pure et simple de l'État qui aboutirait au retour à la loi de la jungle. Entre ces deux solutions extrêmes, la route est longue. Il suffit de « vouloir raison garder » pour imaginer autre chose. Redonner à l'État son rôle fédérateur, arbitral et non plus arbitraire, signifie qu'il doit être au-dessus des intérêts particuliers, des féodalités de tous poils. Fédérateur, l'État doit être le garant des libertés. Le peut-il quand sa puissance le rend totalitaire, quand sa forme bureaucratique rend toute responsabilité fictive ? Enfin, l'État doit être au service de tous, doit être le serviteur de tous les Français, et non d'une moitié d'entre eux. C'est dire qu'il faut, de toute urgence, le libérer des partis. Droite contre gauche, Giscard-Chirac contre Mitterrand-Marchais, l'éternelle alternative faussée, l'incessante poudre aux yeux... Ce petit jeu, ce triste jeu de massacre n'a-t-il pas assez duré ?

« L'échéance 78 » verra-t-elle l'arrivée de la gauche au pouvoir ? Peut-être.

« L'échéance 78 » verra-t-elle un changement au niveau de l'État, de sa place, de son rôle ? Certainement pas, quelle qu'en soit l'issue.

André ROY

spécial - vacances

## comment la France a changé

Tout a commencé dans un camp de concentration. Si au-delà des polémiques empoisonnées et empoisonneuses, c'est tout de même un grand souffle de liberté qui se lève dans l'intelligence, un bagnard en porte la responsabilité. Si enfin le mensonge est devenu mensonge, si le massacre pèse son poids de dizaines de millions de suppliciés, c'est à Soljénitsyne que nous le devons. Ceux qui sûrent et crièrent la vérité dans le désert peuvent concevoir quelque amertume de l'écho qu'éveille la génération de leurs cadets. Il leur faut reconnaître que ces derniers sont portés par une vague de fond que le porte-parole d'un peuple martyr a suscité : Il y a mieux à faire qu'à se déchirer. Si les uns et les autres répondaient à l'appel de l'espérance demeurée intacte au cœur des rescapés des camps, la polémique s'estomperait, et l'on pourrait « faire la justice et la vérité ». Mais comment faire ?

### PARTIR DE L'EXISTENTIEL

Le travail de déblayage est en bonne voie. Certains en sont malades, avec la bizarre impression qu'ils marchent dans le vide. L'intelligentsia de ce siècle a tellement appris à penser avec Marx, ou en continuité avec l'âge des lumières qu'il est pénible de recommencer autrement. La « science », mot magique, laissait entrevoir à l'humanité libérée de l'obscurantisme, un grandiose avenir où le monde lui serait soumis. L'histoire elle-même serait maîtrisée. Il s'avère que la science est un mot piégé, gros d'une incroyable idéologie, servant tour à tour de bonne conscience à la bourgeoisie ou au parti avant-gardiste. Il n'y a pas la « Science », mais une multitude de sciences, de plus en plus compartimentées, régionalisées. Bien incapables au surplus de répondre aux énigmes auxquelles s'accrochaient les dieux, les sages ou la révélation du Livre.

Abandonnant tout ce fatras dont la pesanteur mène au totalitarisme, il faut bien repartir d'ailleurs. Mais d'où ? Maurice Clavel dans ce numéro parle de l'existentiel. De fait, c'est de notre situation fondamentale d'existence qu'il nous faut partir. Disons-nous, au risque de paraître banal, qu'alors nous nous appuyons sur la volonté d'hommes libres, farouchement décidés à le rester, à ne jamais abdiquer ? Les gens qui croient que c'est du « tout cuit » sont légion. Pourtant, est-il si facile de sauver sa liberté intérieure dans un système d'argent, où la corruption tentatrice s'étale à chaque carrefour ? Sont-ils si nombreux ceux qui peuvent se targuer de vivre en marge du cycle de la consommation moderne ?

Le mot liberté a failli être deshonoré par le capitalisme qui en a fait son porte-drapeau, au moment où il enchaînait les individus, en leur faisant miroiter l'abondance. Dans sa « Lettre aux Anglais », Bernanos fulmi-

naît : « Vous demandez à la liberté de grands biens ; je n'attends d'elle que l'honneur. Dût-elle être, pour moi, chrétien, la source de maux sans nombre, l'honneur qu'elle m'apporte me serait encore plus cher que la vie, parce qu'il est l'honneur du Dieu que je sers, qui veut être servi par des hommes libres ». Les gens des camps ont su cela beaucoup mieux que nous ne le saurons jamais. Et la Matrona de Soljénitsyne nous fera placer l'honneur plus haut que nous ne le ferions nous-même. Pourtant, son humble héroïsme nous interpelle. Ce n'est pas directement aux gardes-chiourmes que nous aurons affaire, mais à un adversaire sérieux qui, à défaut d'avoir notre peau pourrait « nous avoir » tout court. Poursuivons Bernanos : « Et ne me dites pas que cette liberté métaphysique n'intéresse nullement la collectivité, qu'elle m'en laissera volontiers l'usage. Car elle nous la demandera tôt ou tard, au



par  
gérard  
leclerc

nom de l'Intérêt Général, de l'Économie, de la Science, de n'importe quoi. Elle nous la demandera parce que les moyens croissants dont elle dispose finiront par porter au paroxysme son vieux rêve d'une civilisation grégaire, que nous ne rentrerons jamais dans ses ruches, que nous ne connaissons jamais, sans réserves capitales, la loi biologique de l'espèce. »

### LA QUESTION DU POUVOIR

Mais alors se pose la question du pouvoir. Tournant le dos aux tyrans, aux organismes despotiques, serons-nous voués à la revendi-

cation anarchiste dont il ne faut d'ailleurs méconnaître ni l'intérêt, ni la grandeur ? Il est vrai, que le plus souvent, face à l'État moderne, la liberté ne peut qu'en découdre, arrachant péniblement des bouts d'espace nécessaires à son exercice. Plus fondamentalement, aucun ordre n'est vivable sans anarchies. Mais la liberté ne saurait être négativité pure, sous peine de renforcer le système d'oppression trop heureux de se targuer de sa positivité.

L'enjeu de la liberté, c'est peut-être que les communautés s'approchent parfois de la communion. Mais nous savons qu'alors elle se retrouve face aux exigences de la justice. Des groupes peuvent contractuellement se constituer. Le « serment » du Moyen Âge garde d'ailleurs intacte cette vertu fondatrice indispensable à une société qui soit le contraire de la ruche. Reste qu'il faut des autorités. Mais lesquelles ? Suggérons d'abord que ces autorités puissent être faillibles, c'est-à-dire humaines. Ce n'est pas superflu, dans un univers où l'on ne croit plus qu'à la légitimité de la compétence technique. La première condition pour qu'une autorité ne soit plus totalitaire, c'est qu'elle puisse se tromper. La meilleure autorité ne saurait être la plus compétente, la plus savante, la plus technicienne, la plus technocratique. Mais la plus humaine, la plus enracinée dans des sentiments qui tiennent à la sauvegarde de la justice, au souci de la paix, de la concorde et des libertés.

Autre condition que l'expérience moderne a rendu singulièrement sensible : l'autorité, si elle appuie sur un consensus populaire ne doit pas résulter d'une course au pouvoir. Sinon, c'est la compétition sauvage, la lutte sans merci de concurrents prêts à tuer père et mère « pour arriver ».

Enfin, cette autorité doit être minimum, équilibrée par d'autres pouvoirs.

Trois conditions liées à la légitimité, une légitimité qu'il s'agit de retrouver après deux siècles d'illusion, et qui définissent un roi de France. Autorité et légitimité qui requièrent l'acquiescement d'un peuple sans aliéner ses libertés, autorité et liberté qui surplombent le tragique de la condition humaine, l'assumant sans jamais l'abolir.

Gérard LECLERC

#### Le service librairie vous propose :

Jean Marie Benoist

Marx est mort (7 F)

La révolution structurale (39 F)

André Glucksmann

— La cuisinière et le mangeur d'homme (10 F)

— Les maîtres-penseurs (45 F)

Guy Lardreau et Christian Jambet — L'ange (39 F)

Christian Jambet — L'apologie de Platon (32 F)

Bernard Henry Lévy — La barbarie à visage humain (39 F)

Philippe Némé — L'homme structural (34 F)

Maurice Clavel — Nous l'avons tous tué (45 F)

Christian Delacampagne — Antipsychiatrie, les voies du sacré (34 F)

Jean Luc Marion — L'idole et la distance (48 F)

Joindre au règlement 4 F pour frais de port et d'emballage.

Commandes à adresser au journal, accompagnées du règlement à l'ordre de Royaliste, C.C.P. 18.104.06 N Paris.

# la France et le monde

« Il y a un pacte vingt fois séculaire entre l'indépendance de la France et la liberté du monde. »

(Phrase gravée sur le mémorial de Colombey.)

N'en déplaise aux atlantistes impénitents de l'entourage présidentiel et aux technocrates euro-péistes du PS, il y a encore un jeu diplomatique indépendant possible pour la France. Mais se rendre compte de sa possibilité ne suffit pas si nos gouvernants n'en saisissent pas toute la nécessité. Nécessité qui ne se limite pas aux domaines militaire ou économique.

Possible, une politique étrangère française indépendante ? Le gaullisme a définitivement résolu le problème sur le plan militaire en nous dotant de l'arme nucléaire qui interdit aux super-grands toute attaque contre notre territoire. Il n'en est que plus désolant de voir MM. Giscard et Barre nous faire réintégrer subrepticement l'OTAN.

Sur le plan industriel et technologique, la réponse paraît à première vue moins évidente. Et cependant ! L'acharnement gaullien à réaliser Concorde (même si dans l'immédiat cette opération ne se révèle pas financièrement rentable) nous a donné une avance technologique considérable sur les États-Unis en matière d'aviation supersonique. De même cet acharnement nous a permis de placer dans un certain nombre de pays du tiers-monde et d'Europe de

l'Est le procédé de télévision SECAM de préférence aux procédés américains et allemands. La taille d'un pays ne détermine donc pas toutes ses chances de jouer un rôle dans la compétition industrielle.

A ce constat, on est tenté d'ajouter la remarque faite au début de ce siècle par Maurras et reprise par Georges Pompidou en 1972 : les deux grands empires se neutralisent mutuellement, ils sont empêtrés dans leur gigantisme et effraient les petites nations. Celles-ci, face aux États-Unis et à l'URSS, sont donc tentées de rechercher l'alliance de puissances industrielles importantes sans être gigantesques, qui peuvent jouer le rôle d'élément fédérateur et médiateur d'une ligue des nations petites et moyennes.

En réalité cette analyse, si elle est exacte et rigoureuse, n'est pas suffisamment convaincante par elle-même. Elle met en évidence la possibilité d'un jeu de la France mais non sa nécessité. Le « réalpoliticien » frais émoulu de l'ENA pourra toujours répondre qu'il est fatigant de lutter constamment contre l'Amérique pour vendre au Maroc, au Brésil ou au Zaïre quelques ordinateurs ou quelques chars supplémentaires, et qu'après

tout la situation matérielle des puissances industrielles vassales de l'Amérique — telle le Canada — n'est pas si mauvaise que ça. Il n'y a qu'une façon de répondre à cet argument. C'est de faire ressortir la dimension spirituelle irremplaçable de la France, qui est en jeu et en péril dans la société industrielle américanisée. Dimension spirituelle qui n'est d'ailleurs pas seulement ni même principalement à usagé interne. Il s'agit de la France non seulement francisée mais francisante, se francisant elle-même dans le même temps qu'elle francise les autres, porteuse de l'idée de liberté pour tant de peuples.

Le cri de Bernanos « Français, ô Français si vous saviez ce que le monde attend de vous » est tiré d'un article intitulé de façon révélatrice « il faut refaire des hommes libres ». Et cet accord substantiel et profond entre la France et le combat pour la liberté est révélé aux Français par le regard que porte sur nous l'étranger. La France ne peut devenir une nouvelle Suisse ou une nouvelle Suède sans se renier elle-même et perdre son identité menacée par la civilisation des robots.

C'est pour cela qu'il est scandaleux de voir M. Giscard d'Estaing faire interdire l'accès de la télévision à trois dissidents sovié-

tiques le jour de l'arrivée de Brejnev en France. Pour quelques dollars ou pour quelques roubles de plus, le gouvernement de la France renonce de la sorte à défendre un projet de civilisation original face aux deux grands impérialismes. Attitude inefficace du point de vue du réalisme le plus terre à terre : car elle ne nous garantit nullement la conquête de marchés nouveaux à l'Est. Attitude psychologiquement dangereuse car elle contient de façon implicite un acquiescement aux normes d'une vie internationale fondée sur le culte de l'efficacité technique et de la volonté de puissance. Dès lors pourquoi chercher à se donner les moyens de l'indépendance, si c'est pour faire une politique dont les mobiles sont les mêmes que ceux des États-Unis ou de l'URSS ? N'est-il pas séduisant de se borner à une politique de démission douillette dans le cadre européen ou atlantique, assortie d'une entrée totale et irréversible dans la société de consommation ?

Décidément, il n'y a que deux devises et deux seulement pour la diplomatie française. Ou bien « il y a un pacte vingt fois séculaire entre l'indépendance française et la liberté du monde » ou bien « France, America Inc ».

Michel TOURON

## LE SERVICE LIBRAIRIE VOUS PROPOSE :

Philippe de Saint Robert : Le jeu de la France (20 F)

Général Gallois :

- Le renoncement (38 F)
- L'Adieu aux armées (45 F)
- La grande berne (50 F)
- L'Europe change de maître (24 F)

Joindre au règlement 4 F pour frais de port et d'emballage.

Commandes à adresser au journal, accompagnées du règlement à l'ordre de Royaliste, C.C.P. 18 104 06 N Paris.

## la n.a.f.

Le royalisme, c'est Royaliste. C'est aussi un mouvement politique — la Nouvelle Action Française — fondé en 1971 par des militants lassés par le conservatisme.

Héritiers de Maurras, marqués par Mai 1968, les royalistes de la NAF ont forgé en quelques années une véritable communauté militante : deux mots qui traduisent le refus de l'embrigadement doctrinal et de la discipline bête, et le souci constant de la réflexion et de la participation aux décisions.

Animée par un Comité directeur assisté d'un Conseil national élu par les adhérents, la NAF cherche à mêler étroitement la réflexion et l'action politiques. Ce qui ne signifie pas l'incertitude de la pensée et le flou dans l'action :

Rassemblés par leur espérance royaliste, les militants de la NAF combattent pour la justice sociale et pour la liberté, résistent aux idéologies et aux systèmes totalitaires, luttent pour l'indépendance nationale face aux impérialismes et aux tentatives de désintégration de la communauté nationale. Il n'est donc pas étonnant que ces royalistes soient révolutionnaires, puisque la révolution est aujourd'hui le

seul moyen de détruire les féodalités capitalistes, de libérer les peuples de France et de permettre l'édification d'une autre société.

Tel est le projet royaliste de la NAF. Elle n'entend l'imposer à quiconque. Mais simplement le proposer à la réflexion des Français en les sensibilisant à la question du pouvoir, puisque c'est de son indépendance et de sa continuité que dépendent la justice et la liberté des citoyens.

L'engagement de la NAF dans les luttes politiques est l'expression de ses soucis et de ses exigences. C'est pourquoi, elle se situe en dehors de la droite et de la gauche tout en partici-

pant régulièrement aux consultations électorales. Mais sans y limiter son action. Car les militants de la NAF sont présents dans toutes les luttes : dans les syndicats, dans l'action régionaliste et municipale, dans le domaine de l'urbanisme comme sur le plan universitaire, la NAF participe à la réflexion et à l'action, portant témoignage du nouveau royalisme.

C'est ainsi qu'elle entend, peu à peu, créer dans l'opinion un état d'esprit royaliste et préparer le recours au Comte de Paris, sans que le Prince soit jamais lié au mouvement royaliste — puisque la monarchie n'est pas un parti mais le lien possible entre tous les Français.

# reprende nos pouvoirs

Reprenre nos pouvoirs ? Mais alors sûrement pas en se fiant aux programmes alléchants et préfabriqués par les partis.

La Nouvelle Action Française se bat pour que les Français puissent avoir un rôle plus grand dans l'organisation de leur vie locale et régionale, dans la gestion de leur entreprise et dans la production de leur mode de vie culturel. A vrai dire, ce n'est pas tellement là que réside notre originalité.

Tous les partis, le parti giscardien compris parlent de rendre leurs pouvoirs aux citoyens. Et le PS se gargarise du mot autogestion. Tant il est vrai que le Français dans la société contemporaine est devenu un assujéti à des organismes de plus en plus nombreux et de plus en plus bureaucratiques qui achèvent d'assassiner sa liberté intérieure : tout slogan à parfum autogestionnaire ne peut

contradictoire de parler d'autogestion et de prévoir en détail ce qu'elle sera, comme le fait par exemple M. Jean Pierre Chevènement dans « le vieux, la crise et le neuf ». A moins que l'autogestion tant vantée ne soit qu'un masque à la volonté de puissance des énarques du PS.

Nous en avons assez de l'antinomie verbeuse entre réformistes et révolutionnaires. Alain Peyrefitte n'a pas tort sur ce point de noter que les Français préfèrent rêver leurs révolutions pour éviter la moindre réforme. Mais est-ce les Français, au fait, qui sont en cause ? N'est-ce pas plutôt leur État qui, assoiffé de pouvoir, berce les électeurs de lendemains

incompétents, oui, ils sont les clients des partis, oui, ils sont les auxiliaires de la centralisation. Il n'en reste pas moins que la révolution régionaliste ne se fera pas sans eux et que la solution porteuse d'avenir consiste à les traiter progressivement en adultes afin qu'ils cessent de s'avilir eux-mêmes. C'est cette démarche progressive que propose le rapport Guichard rédigé par des praticiens de la politique qui ont le sens de l'État et du bien public.

Mais peut-on demander à Giscard d'avoir cette démarche patiente, tenace et respectueuse de ses interlocuteurs ?

De même peut-on parler d'autogestion dans l'entreprise si les militants syndicaux ne sont pas

éduqués à la prise de responsabilité. Mais par qui ?

Par un gouvernement de droite soumis aux intérêts d'argent ?

Par une gauche qui entretient dans l'opposition les revendications les plus irresponsables pour faire briser celles-ci par ses CRS (n'est-ce pas Jules Moch ?) et ses énarques lorsqu'elle est au pouvoir ? C'est à ces niveaux que la longue patience du pouvoir représentée par l'État monarchique se révèle un atout irremplaçable de continuité dans l'effort de reconstitution d'une citoyenneté française. Et le reste, tout le reste sera l'affaire de notre peuple et non des programmes élaborés par les états-majors partisans et démagogues.

Jacques BLANGY

## ils nous ont déclaré...

Pierre CHAUNU, 11 nov. 1976.

« La seule politique possible est celle qui concilierait l'héritage des deux France et comblerait le regrettable fossé existant entre elles. Il ne saurait y avoir de progrès sans continuité, donc sans tradition. Pour ma part, je me sens à la fois du côté des Vendéens et de l'armée de Kléber. Et je me situe dans la tradition républicaine... tout en admettant avec Jean Bodin que le Prince, avec sa fonction arbitrale, doit être la clef de voûte de la République ».

Maurice CLAVEL, 25 nov. 1976

« ... aucun régime ne découragera la course des grands au pouvoir et ses méfaits. Mais il est également vrai que la monarchie — du moins la monarchie française ; vous connaissez assez les chroniques sanglantes de Shakespeare — a eu la vertu suprême pendant des siècles de décourager dès le départ, à la racine radicitus, la course au pouvoir suprême, la plus invincible en l'homme, la plus néfaste sur les hommes puisqu'elle ruine, asservit ou détruit des peuples entiers. »

Bertrand FESSART DE FOUCAULT, 23 déc. 1976

« Vos idées sont des idées d'avenir si elles sont des idées-questions. Vous devez être des Français questionneurs, faire s'interroger les Français sur la réalité que recouvrent actuellement les étiquettes de démocratie et de république. Restez-en aux questions et je crois que mainte-

nant les événements vont très vite et que vos questions seront bientôt les questions de tout le monde ».

Philippe ARIES, 23 déc. 1976

« ... la famille royale est liée réellement à la société en même temps qu'elle rappelle les racines anciennes. Quand un peuple a eu la chance de créer cette institution, il est dramatique de le voir s'en défaire et surtout l'oublier. Car il est nécessaire qu'il y ait des organismes vivants qui rappellent une société au respect de corps de valeur qui en constituent sa chair... »

Michel JOBERT, 17 fév. 1977

« La royauté a eu cette capacité de changement, d'osmose : entre la charge de confiance de la collectivité et la responsabilité, il y avait adéquation. Or l'adéquation se réalise aujourd'hui non dans les principes mais dans les individus... On peut jouer au roi de France, bien sûr, mais c'est éphémère. Je dirai même que les rois de France ne peuvent jouer au roi de France. Il faut être la légitimité et par conséquent, il faut en prendre les moyens. »

Philippe de SAINT ROBERT, 12 mai 1977

« Le Général de Gaulle : « Nous avons rétabli la monarchie. » Il m'a dit cette phrase en faisant de gros yeux et en ajoutant : « Mais c'est une monarchie élective, pas une monarchie héréditaire. » Je lui ai répondu que je n'avais pas songé à autre chose. Il m'a alors répondu : « Si vous y avez pensé, et moi aussi du reste... »



qu'être bien accueilli de lui. Et nos spécialistes en marketing politique de vendre donc de la décentralisation, de la participation, de la gestion démocratique des entreprises.

Mais à la différence des partis politiques, nous n'avons pas la malhonnêteté de planifier et de programmer le société destinée à émanciper les citoyens. Il est

radieux, émancipés et toujours différés ? Et pour cause : il y a toujours dans l'immédiat une échéance électorale à assurer, un électorat à manipuler par les appareils de l'État-partisan.

Or les vraies révolutions, celles qui perdurent sont celles qui s'enracinent dans la réalité d'un pays. Prenons le problème de nos élus locaux : oui, ils sont souvent

spécial - vacances

## comment la France a changé

# la chance des idées royalistes

La monarchie maintient une dialectique entre le peuple et l'État sans laquelle plus aucune société nouvelle n'advient.

Depuis des siècles, toute la réflexion politique s'est acharnée à justifier le pouvoir, et particulièrement l'autorité de l'État. Dans l'esprit des protagonistes du débat constitutionnel, « justifier » signifiait évidemment « établir ». Or notre thèse est : 1 - il n'y a pas de pouvoir justifié ou qui trouve sa justification en lui-même ; 2 - il y a simplement des pouvoirs qui satisfont à la justice et d'autres non. Autrement dit, si la résistance est possible, c'est parce que tout pouvoir est par nature arbitraire. Et là, nous touchons au vif de notre histoire : si hier, à la suite de Rousseau et Saint-Just, les lois devaient délivrer chacun de l'arbitraire d'un gouvernement personnel, on peut dire qu'aujourd'hui elles l'introduisent partout. La pétition de principe « nul n'est au-dessus des lois » n'a pu conjurer l'effet d'observations quotidiennes et séculaires : les lois ne sont là que parce qu'il y a des hommes qui gouvernent.

### L'ÉTAT POLICIER...

Maintenant, que signifie, dans ce pays, être royaliste ? Ce n'est pas « vouloir » le roi lui-même, c'est avant tout montrer ce qu'il rend possible. Et ceci, non pas parce que d'une façon plus ou moins providentielle il réunirait plus ou moins de qualités personnelles mais parce que l'origine de son autorité ne l'obnge pas à disputer ce que l'État nous dispute chaque jour. Nous continuons de répéter doctement : les sociétés font l'histoire et l'État est l'expression momentanée d'un rapport de forces alors même que nous sommes incapables de renseigner sur « où s'arrête l'État » et sur « où commence la société ». Le débat relève donc d'un ordre de réalités que se disputent deux conceptions radicalement opposées du pouvoir « dernière instance ».

Ou bien l'État est décrété expression de la volonté générale — or un pourcentage ne dit rien en lui-même, ne renseigne pas sur « sa » politique, mais signifie seulement « par rapport à » —, JUSTIFIÉ au nom du peuple souverain

et législateur, ou bien est maintenue une dialectique entre le peuple et l'État sans laquelle plus aucune société nouvelle n'advient.

### ... JUSTICE DE LABORATOIRE...

Dans le premier cas, nous assistons au développement d'une logique infernale dans le genre de celle qui s'installe aujourd'hui en Allemagne fédérale où tout opposant à l'État prend figure de monstre et subit une justice de laboratoire — docteur Folamour pas mort. L'opposant signifie à lui seul une menace pour tout le genre humain. On comprend mieux pourquoi et comment la politique s'est aujourd'hui *dégradée* en psychose de la sécurité. Il n'y a pas de société, simplement du « social », du discours institutionnel qui fait passer pour un affranchissement son emprise croissante. Le déploiement des grandes organisations industrielles (qui ont les moyens de concentrer les capitaux et de décider de leur circulation) ayant obligé la bourgeoisie à se ranger des affaires (et bientôt des bénéfices ?) continue d'encourager la disparition de la société civile au profit de l'institution globale. Le vieux rêve issu du XVIII<sup>e</sup> siècle (que peuple et État ne fassent plus qu'un) nous avons mesuré ses effets lors de l'expérience chinoise. Illustration autoritaire d'une tendance démocratiquement à l'œuvre en R.F.A. On ne s'en tire pas en bon compte en faisant valoir la douceur de l'un — privation sensorielle — contre la brutalité de l'autre — encore qu'on ait vanté ses bonnes intentions pédagogiques : la rééducation. L'histoire est là pour nous rappeler que la barbarie n'est pas un plat typiquement oriental. Pourquoi négliger l'avertissement de Bernanos : l'État moderne non totalitaire, c'est l'État totalitaire en train de le devenir. Seulement, il n'est pas prêt de se l'avouer — pudeur bien occidentale.

### ... ET « INSTITUTION GLOBALE »

« Institution globale », cela veut dire circulation d'un même type de personnel entre l'État et les affaires, l'État et l'éducation, l'État et la presse, l'État et la santé, l'État et l'urbanisme, etc. L'État s'étend parce que son langage a gagné toute la société. L'histoire n'appa-

**NOUS  
SOMMES  
TOUS  
ROYALISTES**

BERTRAND RENOUVIN  
EXPLIQUE POURQUOI  
DANS

**ROYALISTE**  
BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17 Rue des Petits Champs 75001 Paris

raît plus que comme ordre de succession d'événements inéluctables hors de portée. Attention, nous disons « n'apparaît plus que comme », parce que c'est effectivement le but du pouvoir : que chacun intériorise l'impérieuse nécessité de la loi, du désordre établi. Or l'État n'a pas encore gagné. La France des luttes est là pour témoigner, et cette France n'est pas localisable en particulier. Les luttes se renouvellent, se déplacent, s'échangent. Seulement pour mieux les annuler, la rumeur universelle dit : voyez ces femmes, ces jeunes, ces vieux, ces immigrés, ces prisonniers, ces homosexuels, ces drogués, etc. Et « Tête-d'œuf » de nommer Madame Drogue, Monsieur Prostituées, Monsieur Taulards, etc. Ce que l'institution — droite et gauche confondues — doit éviter, c'est une perception globale de son horreur.

### PRENDRE LE PARTI DE L'HISTOIRE

Alors, contre l'institution, nous préférons prendre le parti de l'histoire. Le système, qu'il parle par la bouche du prof ou du flic, par celle du promoteur ou par celle du chômeur qui se suicide par le feu, veut nous en faire accroire : je fonctionne dit-il. Tu parles ! Comme s'il n'avait pas besoin de mobiliser des adhésions et d'obliger à des décisions. Nous voilà prêts à renverser la marche des choses, à nous porter en avant. SEulement il nous faut une garantie : nous ne voulons pas être joués. Nous ne voulons pas voir confisqué le profit de nos luttes avant même de les avoir menées. Aussi faut-il casser cet État qui nous veut sous sa totale dépendance. Casser cet État sans favoriser son retour, dix fois plus terrible, plus efficace, plus « réclamé ». l'« anarchie plus un » disons-nous. Non pas l'État dedans ou au-dessus, mais l'État-minimum à côté. Non pas l'État-partenaire social, chose de classe ou chose de bureaucrates, mais, de par sa position latérale, garant de la justice, du droit contre la force. Il reste que sous ces conditions, il devient possible de réinventer autre chose, jugeant avec Tocqueville « *qu'en matière de constitution sociale, le champ du possible est bien plus vaste que les hommes qui vivent dans chaque société ne se l'imaginent.* »

Philippe DELAROCHE

## devoirs de vacances !

Comme tous les ans, ce numéro spécial marque la fin de l'année scolaire et la suspension de notre parution jusqu'au mois de septembre. Conçu comme un instrument de propagande destiné à faire connaître notre journal, ce numéro doit être largement diffusé par nos lecteurs.

Tarif :

5 ex. 8 f.  
10 ex. 15 F.  
20 ex. 25 F.  
50 ex. 50 F.

Jusqu'à maintenant, notre journal n'était diffusé en kiosques que dans la région parisienne. A compter de ce numéro, il va l'être également dans tous les kiosques de Nice et dans les principales villes des Alpes-Maritimes. Pour appuyer ce lancement, un camp de propagande a lieu du 2 au 13 juillet dans la région. Nos lecteurs de passage et désirant nous aider peuvent le faire en passant au camp : chez M. Munos, à Aspremont (6 km de Nice).

Enfin, les 2, 3 et 4 septembre, sous la direction de Gérard Leclerc, se tiendra une session « Philo » dans notre maison de Bretagne. Tous nos lecteurs intéressés par les problèmes philosophiques y sont bien sûr conviés. S'inscrire au journal.

## l'action royaliste

La Nouvelle Action Française est surtout connue pour sa participation aux consultations électorales (élections présidentielles de 1974 avec la candidature de Bertrand Renouvin, participation aux élections municipales à Paris et dans certaines villes de province). C'est là un moyen parfaitement normal d'affirmer la présence royaliste dans les grands débats nationaux. Mais l'action royaliste ne saurait se réduire à une action électorale :

— La NAF, c'est un **mouvement politique** implanté dans tous le pays et qui se consacre de façon permanente à la propagande royaliste (organisation de réunions et de débats, diffusion de journaux, etc.). A Paris, en particulier, la NAF organise chaque année des **journées royalistes** qui réunissent, outre des militants et sympathisants royalistes, des personnalités de premier plan, appartenant à toutes les familles politiques et intellectuelles et qui acceptent de participer aux débats d'un mouvement connu pour son ouverture d'esprit.

— La NAF, c'est aussi de **grandes campagnes nationales**, comme celle qui a eu lieu au printemps dernier sur la question européenne en coopération avec d'autres formations politiques — notamment les gaullistes de l'U.J.P. Dans le passé, la NAF a par exemple participé à la campagne de soutien aux grévistes du « Joint Français », aux luttes universitaires (en particulier au printemps 1976) et au combat contre la renaissance des idéologies racistes.

— La NAF, c'est encore un **lieu de réflexion** où les royalistes viennent échanger leurs idées en dehors de tout dogmatisme et où les personnes intéressées par le royalisme viennent s'informer et discuter. A Paris les « mercredis de la NAF », en province les réunions et les sessions organisées par les groupes de chaque ville permettent ce dialogue permanent, qui est une des formes privilégiées de notre action politique.

— La NAF, c'est encore des **cellules** réunissant des militants qui cherchent à agir dans un domaine particulier : cellule « audiovisuel » qui fournit notre documentation photographique, prépare nos émissions télévisées (les Tribunes libres) et entraîne nos militants à l'expression orale ; cellule « économie » consacrée à l'étude de la société industrielle, cellule « syndicalisme » regroupant les militants qui participent aux luttes sociales ; cellule « urbanisme » réunissant architectes et militants soucieux de changer la vie dans les villes et dans les quartiers.

— La NAF, enfin, produit des livres (nombreuses publicités dans ce numéro), des brochures, des cassettes, des cahiers de réflexions (les « cahiers de la NAF ») qui lui permettent d'exprimer tout ce que peut contenir un numéro de journal. N'hésitez pas à nous passer vos commandes.

Et puis, la NAF est un mouvement **indépendant** de toutes les puissances, de tous les pouvoirs. C'est donc un mouvement **pauvre**, qui ne vit que des abonnements, des cotisations et des dons de ses amis. Songez-y...

## à paraître

En octobre prochain paraîtra un nouveau livre édité par nos soins « une politique pour la révolution » de Bertrand Renouvin et Gérard Leclerc.

Révolution ? Le mot peut paraître ambigu, démagogique ou odieux.

Ambigu parce qu'il signifie, depuis deux siècles qu'on l'emploie, tout et le contraire de tout.

Démagogique parce qu'il court les rues et les salons de la gauche.

Odieux parce que nous ne pouvons effacer de nos mémoires les corps martyrisés des camps nazis et des forêts cambodgiennes.

On pourrait ajouter **PARADOXALEMENT** puisque nous voulons que cette révolution soit royaliste. Mais justement. Nous sommes royalistes parce que c'est le seul moyen d'entreprendre une révolution sans sombrer dans le totalitarisme de faire du pouvoir un moyen de justice et de liberté, de préserver l'indépendance de notre nation en même temps que sa diversité. Telle est la politique des royalistes. Elle surprend. Elle dérange. Elle inquiète parfois. Comme tout ce qui sort des sentiers battus.

Ce livre est actuellement en souscription :

— Edition originale numérotée, au tirage de 20 exemplaires : 200 F.

— Première édition, numérotée, au tirage de 60 exemplaires : 100 F.

— Edition courante : 25 F.

Les souscriptions sont à adresser au journal, accompagnées de leur règlement à l'ordre du Centre d'Études de l'Agora.

## bulletin d'abonnement

Les abonnés reçoivent en supplément, « La lettre royaliste », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) \*

(\*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

ROYALISTE, 17, rue des des Petits-Champs, 75001 Paris — C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

# un état à visage humain

A droite comme à gauche, en France comme dans le monde entier, dans l'État comme dans l'entreprise,... un souci s'est désormais imposé : humaniser les rapports sociaux. On revendique ici un « médiateur », on cherche là un « socialisme à visage humain »,... : le souci est identique, même si les solutions ne sont pas partout aussi urgentes et aisées.

En janvier 1976, devant un auditoire de hauts dirigeants, le Comte de Paris rappelait que « la technocratie, pour inévitable qu'elle soit dans le stade actuel de la science appliquée, est insuffisante pour gouverner ». La politique est « au-delà » de la simple technique gestionnaire et politicienne. Et précisément, parce que cette dimension politique dépasse tout en chacun (tout homme, en effet, hérite et transmet un héritage une politique), il faut bien convenir qu'une politique à visage humain ne peut qu'être dynastique.

On se révolte souvent contre la solution royaliste, parce qu'on s'imagine à tort qu'un roi gouverne seul et pour soi seul. En fait, le pouvoir et la politique sont deux choses distinctes. Sur FR 3, le 10 juin dernier, le Comte de Paris répondait ainsi à la question : « Êtes-vous un homme politique, êtes-vous intéressé par le pouvoir politique ? — Par le pouvoir lui-même non, mais par la politique sans aucun doute, je ne recherche pas le pouvoir pour le rechercher (...) Mon ambition réelle est de servir le pays ».

Le Comte de Paris, au cours de son existence, a toujours vécu cette « ambition ». Disponible et au service de son pays, il a constamment servi l'unité et la justice, la grandeur et le rayonnement de la France. Homme politique, possédant une particulière compétence dans le domaine économique et social, il est écouté des chefs d'entreprise et des parlementaires comme des OS et des paysans. En même temps, c'est un homme d'État qui a rendu de nombreux services diplomatiques dans la République et qui apporte souvent son concours et ses réflexions aux différents gouvernements. Ce fut plus ou moins officiel sous la IV<sup>e</sup> République ; ce fut plus constant surtout avec le général de Gaulle qui souhaita même — c'est de notoriété publique aujourd'hui — voir le Prince lui succéder à la tête de l'État.

Le Prince... Oui, nous parlons du Prince. Car le Comte de Paris n'est pas un chef de parti, un candidat parmi d'autres dans la compétition pour le Pouvoir. Ce n'est pas, c'est encore moins le chef des royalistes. C'est le Prince de tous les Français ; ce sera

le Roi, si les Français le veulent... ; il sera Roi avec et pour tous les Français.

La politique à visage humain, c'est la Reine d'Angleterre et ses 25 ans de règne fêtés dans une liesse unanime par tous les Anglais, ceux de la City comme ceux des quartiers populaires de l'est de Londres. Un règne de plus d'une génération déjà qui a vu se succéder au même pouvoir conservateurs et travaillistes... La politique à visage humain, c'est aussi le Roi d'Espagne au-dessus des partis et des haines ; « le Roi ne vote pas » me faisait remarquer une ouvrière espagnole au temps des élections de juin ; ainsi se réalise peut-être la « décrispation » tant souhaitée par Giscard, mais rendue impossible tant que la présidence de l'État restera l'apanage d'une moitié (qu'elle qu'elle soit) de la France contre l'autre.

L'Angleterre, l'Espagne, la Belgique... ne sont pas la France ? Certes. Mais voilà bien un des ressorts essentiels du principe royal qui est sa faculté d'adaptation aux tempéraments et aux besoins des peuples. Chacun a sa tradition. La France, quant à elle, eut dans le passé une des plus prestigieuses royautés. Elle ne saurait y renoncer pour toujours. Adaptée à notre temps, la royauté française peut encore servir au progrès de notre pays.

C'est bien une politique française à visage humain que nous voulons. Alors avec le Comte de Paris, avec son fils le Comte de Clermont et son petit-fils Jean, pourquoi ne pas libensemble l'État pour qu'avec les « 50 millions de Françaises et de Français », nous soyons plus libres, plus fraternels, plus humains ?

**Philippe VIMEUX**



## LE SERVICE LIBRAIRIE VOUS PROPOSE :

**Philippe de Saint Robert :**

- Les septennats interrompus (39 F)
- Principes pour une légitimité populaire (24 F)

**Comte de Paris :**

- Raison garder (32 F)

**Philippe Vimeux :**

- Le Comte de Paris ou la passion du présent (26 F)
- Royaliste et citoyen (9 F)

Joindre au règlement 4 F pour frais de port et d'emballage.

Commandes à adresser au journal, accompagnées du règlement à l'ordre de Royaliste, C.C.P. 18 104 06 N Paris.